



Dimanche 13 Mars 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Gestion budgétaire: le SIGB, élément clé de la modernisation des finances publiques

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a souligné jeudi à Alger que le projet du Système Intégré de Gestion Budgétaire (SIGB) était un élément clé du programme de modernisation des finances publiques, indique un communiqué du ministère.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Douanes: Toufik Benhamla installé à la tête de la Direction régionale "Alger-extérieur"

Le Contrôleur général Toufik Benhamla a été installé, jeudi, à la tête de la Direction régionale des douanes "Alger-extérieur". Le Directeur général des douanes, Noureddine Khaldi a supervisé la cérémonie d'installation, en présence du wali d'Alger, Ahmed Maabed et de représentants des autorités locales, judiciaires, sécuritaires et militaires.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Le Président Tebboune préside dimanche une réunion du Conseil des ministres](#)

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale préside, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à la présentation d'un exposé conjoint des secteurs de l'Agriculture et du Commerce sur la disponibilité des matières stratégiques, ainsi que l'examen de plusieurs projets de loi, indique samedi un communiqué de la Présidence de la République.



[Système Intégré de Gestion Budgétaire : outil d'aide à la décision](#)



Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a souligné, jeudi à Alger, que le projet du Système Intégré de Gestion Budgétaire (SIGB) était un élément clé du programme de modernisation des finances publiques, indique un communiqué du ministère. Présidant la 2e réunion du Comité de pilotage du SIGB au niveau de son département ministériel, M. Raouya a expliqué que ce projet «offrira en tant qu'outil d'aide à la décision, des capacités d'intervention inédite aux décideurs, acteurs budgétaires et utilisateurs en matière de gestion budgétaire et comptable».

Secteur bancaire : L'urgence de la réforme

Dans le contexte actuel, les banques sont appelées à s'adapter efficacement à la dynamique d'accompagnement du développement du pays et à s'inscrire pleinement dans la nouvelle stratégie du gouvernement. À cet égard, et dans l'objectif de permettre aux banques de jouer pleinement leur rôle d'intermédiation et d'accroître leur efficacité, l'expert Mohammed Krim préconise d'entamer une série de réformes dans la sphère financière.

Au plan financier : «Le dinar peut afficher une stabilité structurelle»

Les prix du baril ont atteint des niveaux très élevés. Une situation qui nous conduit à s'interroger sur l'impact de cette hausse sur l'économie nationale. Joint par nos soins, Souhil Meddah, expert financier, explique que sur le plan intérieur, la reprise de l'activité économique par la demande «peut de façon graduelle reprendre, tout en gardant un esprit de prudence éminemment important face aux anticipations de court ou de moyen terme par rapport à la nature de la hausse et de son endurance».

Raouya : «Le SIGB, élément clé de la modernisation des finances publiques»



Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a souligné jeudi à Alger que le projet du Système Intégré de Gestion Budgétaire (SIGB) était un élément clé du programme de modernisation des finances publiques, indique un communiqué du ministère.

LE MINISTRE DES TRANSPORTS LIMOGÉ

L'énigme de la «faute grave» | La décision a été annoncée par la présidence de la République dans un communiqué diffusé sur sa page Facebook. Le ministre des Transports, Aïssa Bekkaï, a été limogé, jeudi matin, par le président Abdelmadjid Tebboune. La décision a été annoncée par la présidence de la République dans un communiqué diffusé sur sa page Facebook. Contrairement aux précédentes décisions similaires, la Présidence a précisé le motif de la mise à l'écart du concerné : une «faute grave».

«Après consultation du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a mis fin, ce jour, aux fonctions du ministre des Transports, Aïssa Bekkaï, pour avoir commis une faute grave lors de l'accomplissement de ses missions», lit-on dans le communiqué. De quoi s'agit-il ? Le communiqué ne donne pas plus de détails. Selon la même source, le chef de l'Etat charge le ministre des Travaux publics, Kamel Nasri, de gérer le département des Transports par intérim, en attendant la désignation du successeur de Aïssa Bekkai.

PRODUCTION DE LAIT CRU : 18 MILLIARDS DE DINARS DE SUBVENTIONS PAR AN

L'Etat apporte un soutien annuel à la production locale du lait frais de plus de 18 milliards de dinars, selon le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni. Ce montant comprend principalement les subventions destinées aux éleveurs de vaches laitières (12 DA par litre), les collecteurs de lait (5 DA) et les laiteries (4 DA). S'ajoute à cela, une série d'incitations au profit des éleveurs de vaches laitières, dont une subvention de 60 000 DA pour chaque nouvelle naissance de vache laitière, tout en assurant une couverture vétérinaire et une vaccination gratuite contre la fièvre aphteuse.

Dans ce contexte, le ministre a indiqué que le secteur public importe, à lui seul, une quantité estimée à 180 000 tonnes par an de poudre de lait, destinée à la production de lait en sachet, vendu à un prix réglementé (25 DA), tandis que le secteur privé importe près de 200 000 tonnes, destinées à la production de lait en carton, vendu à prix libre, et de divers produits laitiers. La facture de ces importations s'élève à plus de 800 millions de dollars annuellement, selon M. Henni.

LE SEDRATA SAISI EN BELGIQUE FAUTE D'ASSURANCE.

UN SIXIÈME NAVIRE DE LA CNAN-NORD À L'ARRÊT

Alors que quatre navires de sa flotte sont à l'arrêt et un autre abandonné à l'étranger, la compagnie CNAN-Nord risque de perdre son sixième bateau, le Sedrata, détenu par les autorités portuaires belges depuis le 24 février dernier pour expiration de sa police d'assurance et plusieurs défaillances techniques. Acquis il y a moins de 5 ans, les 7 porte-conteneurs de la compagnie sont à l'arrêt. Délibérée ou non, cette situation catastrophique pourrait conduire à la mise au chômage de centaines de marins. La compagnie publique de transport maritime de marchandises, CNAN-Nord, vit une situation des plus chaotiques engendrée par une gestion très discutable de sa flotte, pourtant des plus modernes, acquise il y a à peine sept ans. Après l'abandon du Timgad depuis octobre 2021, dans les eaux belges, après sa saisie par les autorités portuaires pour des défaillances techniques et non-respect de la convention internationale des droits des marins, c'est au tour du Sedrata d'être bloqué par les mêmes autorités à Anvers pour... expiration de l'assurance depuis plusieurs jours. Dès son immobilisation, le navire a fait l'objet d'autres visites de contrôle qui ont permis le constat de nombreuses défaillances techniques, mais aussi administratives liées au non-respect de la réglementation internationale des droits du personnel marin.

DANS UN APPEL ADRESSÉ AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE : L'AGEA alerte sur le devenir du secteur de la construction et du bâtiment

Dans une lettre adressée au président de la République, l'Association générale des entrepreneurs algériens (AGEA) appelle à sauver le secteur du bâtiment. Très affecté par la crise sanitaire, ce secteur, qui a vu la cession de l'activité de milliers d'entreprises, a du mal à se relever, indique l'association. «La reprise des chantiers ne signifie pas la fin des problèmes pour les entreprises du BTPH. L'AGEA anticipe un effondrement du secteur de la construction si aucune mesure de soutien n'est prise par le gouvernement», alerte la missive des patrons d'entreprise, rédigée à l'issue de la réunion du bureau national de l'AGEA.

Cette dernière évoque moult difficultés auxquelles font face ces entreprises du secteur de la construction, notamment les surcoûts ainsi que l'effondrement de la commande publique et privée. «Si rien n'est fait, cette combinaison désastreuse se traduira inévitablement par la faillite des entreprises avec leur lot de salariés qui iront grossir les rangs des chômeurs», prévient l'AGEA. Le nombre de salariés qui risquent de perdre leurs emplois est loin d'être négligeable. Il s'agit de pas moins de 1,5 million d'emplois menacés et près de 350 000 entreprises en activité, dont essentiellement des TPE/PME.



L'AGEA EN APPELLE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Des pistes de relance pour le secteur du bâtiment

L'Association générale des entrepreneurs algériens (AGEA) vient d'arrêter une série de propositions visant à aider le secteur du BTPH à sortir la tête de l'eau, après plus deux ans de crise, due notamment à l'impact de la situation sanitaire.



MARGE BÉNÉFICIAIRE ET STABILITÉ DU PRIX DU PAIN : De nouvelles mesures incitatives pour les boulangers

Ces mesures ont été examinées lors des réunions de coordination regroupant les représentants des secteurs du commerce, de l'agriculture, de l'industrie, de l'énergie, de l'environnement, des finances, de l'intérieur, des ressources en eau et des associations professionnelles des boulangers. Bonne nouvelle pour les boulangers. Plusieurs mesures incitatives seront prises pour préserver leur marge bénéficiaire et la stabilité du prix du pain.

C'est, du moins, ce qu'a révélé le directeur de l'organisation des marchés et des activités commerciales au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, Ahmed Mokrani, cité par l'APS. Ces mesures, précise-t-on, ont été examinées lors des réunions de coordination regroupant les représentants des secteurs du commerce, de l'agriculture, de l'industrie, de l'énergie, de l'environnement, des finances, de l'intérieur, des ressources en eau et des associations professionnelles des boulangers. Parmi les mesures examinées, figure, notamment, la récente décision du président de la République relative au nouveau régime d'imposition appliqué pour cette catégorie qui sera soumise à un impôt de 5% sur le bénéfice et non pas sur le chiffre d'affaires.



Mise en œuvre du Système intégré de gestion budgétaire (SIGB) : Un grand pas vers la réforme budgétaire !

Cinq ministères ont déjà entamé les travaux de mise en œuvre du système intégré de gestion budgétaire (SIGB), a indiqué le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, avant-hier, à Alger, soulignant l'importance de ce programme pour le suivi de chaque étape de préparation

et de l'exécution budgétaire, mais aussi pour assurer une meilleure gestion des finances publiques. Ce programme constitue «un élément clé du programme de modernisation des finances publiques», a-t-il précisé, saluant, à l'occasion, «les efforts consentis par les différentes structures du ministère des Finances impliquées dans les travaux de mise en œuvre de cette solution ainsi que les partenaires de l'assistance technique, pour leur appui dans la réalisation de ce projet d'envergure», selon le communiqué rendu public par son département ministériel.



Textes en «va-et-vient»

Ces derniers temps, on a eu pas mal de «belles» (ou mauvaises, c'est selon) surprises en matière de gouvernance économique du pays. Tout d'abord, c'est une intervention présidentielle (en Conseil des ministres, ce qui n'est pas peu) qui «gèle» **des taxes et impôts inscrits dans le cadre de la loi de finances 2022 (étudiée, discutée, approuvée et votée par les deux chambres puis signée et promulguée -avec publication au JO pour application- par le premier magistrat du pays, ce qui n'est pas rien).**



Ouverture du capital des entreprises publiques : Les onze contraintes à lever

Il faut pouvoir définir le choix des méthodes utilisées pour une économie de marché concurrentielle, qui pose la problématique de l'adaptation du cadre juridique.

Le président de la République, lors de sa rencontre avec la presse nationale le 8 août 2021, a indiqué sa volonté d'ouvrir le capital des entreprises publiques y compris les banques au secteur privé, condition de l'instauration d'une économie de marché productive à finalité sociale, loin de tout monopole qu'il soit public ou privé, source de surcoûts et d'inefficacité économique et sociale.



Un accord en voie d'être signé entre BP et ENI pour l'échange des actifs en Algérie : L'Algérie rééquilibre ses partenariats

L'Algérie joue sa carte énergétique comme un moyen qui va lui permettre d'accéder aux marchés européens, mais comme une source aussi de développement de son économie et de sa diversification.

تسيير الميزانية: النظام المدمج لتسيير الميزانية عنصر هام لعصرنة المالية العمومية

أكد وزير المالية، عبد الرحمان راوية ، اليوم الخميس بالجزائر العاصمة أن مشروع النظام المدمج لتسيير الميزانية (SIGB) عنصر أساسي في برنامج عصرنة المالية العمومية، حسبما أفاد به .وأوضح السيد راوية، الذي ترأس الاجتماع الثاني للجنة المديرية للنظام المدمج لتسيير الميزانية على مستوى دائرته الوزارية، أن هذا المشروع "سيوفر، باعتباره أداة تساعد في صنع القرار، قدرات تدخل غير مسبوقة لصانعي القرار والجهات الفاعلة في الميزانية والمستخدمين في مجال تسيير الميزانية والمحاسبة".



سيوفر قدرات غير مسبوقة للمستخدمين.. راوية:

نظام تسيير الميزانية عنصر هام لعصرنة المالية .القانون العضوي لقوانين المالية يشكل تحولا كبيرا في التجديد الاقتصادي



أكد وزير المالية عبد الرحمان راوية، أن مشروع النظام المدمج لتسيير الميزانية عنصر أساسي في برنامج عصرنة المالية العمومية، حسبما أفاد به بيان للوزارة. وأوضح السيد راوية، الذي ترأس الاجتماع الثاني للجنة المديرية للنظام المدمج لتسيير الميزانية على مستوى دائرته الوزارية أول أمس، أن هذا المشروع سيوفر باعتباره أداة تساعد في صنع القرار قدرات تدخل غير مسبوقة لصانعي القرار والجهات الفاعلة في الميزانية والمستخدمين في مجال تسيير الميزانية والمحاسبة.

راوية يراهن على عصنة المالية العمومية بالنظام المدمج لتسيير الميزانية



ترأس وزير المالية، عبد الرحمان راوية، أمس الخميس، الاجتماع الثاني للجنة المديرية للنظام المدمج لتسيير الميزانية على مستوى الوزارة. وقال الوزير أن مشروع النظام المدمج لتسيير الميزانية (SIGB) عنصر أساسي في برنامج عصنة المالية العمومية، موضحاً أن هذا المشروع “سيوفر، باعتباره أداة تساعد في صنع القرار، قدرات تدخل غير مسبوقه لصانعي القرار والجهات الفاعلة في الميزانية والمستخدمين في مجال تسيير الميزانية والمحاسبة”.

راوية يراهن على نظام “SIGB” لعصنة المالية العمومية

أكد عبد الرحمان راوية وزير المالية، أن مشروع النظام المدمج لتسيير الميزانية (SIGB) عنصر أساسي في برنامج عصنة المالية العمومية، حيث سيسمح بتوفير إطار عمل سيتم خلاله تجديد جميع الأدوات الخاصة بتسيير الميزانية والمحاسبة.

MODERNISATION DES FINANCES PUBLIQUES ET GESTION BUDGÉTAIRE

Efforts intenses du Système intégré de gestion budgétaire

Le SIGB est considéré comme un précieux outil d'aide dans le processus de prise de décision stratégique en matière de gestion comptable et d'utilisation des finances publiques afin d'éviter le gâchis financier.

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, que le projet du Système intégré de gestion budgétaire (SIGB) était un élément clé du programme de modernisation des finances publiques, indique un communiqué du ministère. Présidant la 2^e réunion du Comité de pilotage du SIGB au niveau de son département ministériel, Raouya a expliqué que ce projet "offrira en tant qu'outil d'aide à la décision, des capacités d'intervention inédites aux décideurs, acteurs budgétaires et utilisateurs en matière de gestion budgétaire et comptable". Rappelant que la loi organique relative aux lois de finances constitue un "virage majeur" en direction du renouveau économique, le ministre a ajouté que le projet du SIGB, dont le Comité chargé de superviser sa mise en œuvre a été installé en avril 2021, "permet d'offrir un cadre dans lequel s'effectuera la rénovation de l'ensemble des instruments et des outils de gestion budgétaire et comptable".

Il a précisé que "cette solution nous permettra de nous hisser aux standards internationaux en matière de crédibilité et de transparence budgétaire", tout en exprimant "sa satisfaction de l'état d'avancement des travaux".

Raouya a exhorté l'ensemble des acteurs concernés à "redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs fixés en cette période marquée par de mul-



tiples défis nés du contexte économique et sanitaire". Le ministre a salué "les efforts consentis par les différentes structures du ministère des Finances impliquées dans les travaux de mise en œuvre de cette solution ainsi que les partenaires de l'assistance technique, pour leur appui dans la réalisation de ce projet d'envergure", lit-on dans le communiqué qui souligne que le projet entamait une "phase décisive" relative à l'expérimentation pilote sur cinq sites.

Il s'agit du ministère des Finances, du ministère des Travaux publics, du ministère de l'Éducation nationale, du ministère de l'Enseignement supérieur et du ministère de l'Agriculture.

Par ailleurs, le communiqué a fait savoir que des réunions d'appui et d'accompagnement ont été organisées avec l'ensemble des comités budgétaires ministériels relatives à la validation des structures de programmes ainsi que la proposition des actions, le cas échéant, les sous-actions pour chaque ministère et institution publique, le retour d'expérience

concernant l'élaboration des Rapport sur les Priorités de la Planification (RPP) pour l'exercice 2022 à titre démonstratif, et le lancement d'un vaste programme de formation dont l'objectif portait sur la formation de 400 formateurs devant assurer, à termes, la formation à grande échelle de plus de 6.000 agents.

Le ministère des Finances a indiqué que la formation "constitue l'une des assises fondamentales qui permettront une mise en place efficace et pertinente de la réforme budgétaire".

Ce "système informatisé couvre les besoins de la gestion budgétaire en mode programme et ceux de la gestion comptable en dépenses et en recettes", a rappelé le communiqué, précisant qu'il permettra de "rationaliser les processus budgétaires en appliquant les principes de la saisie unique par l'initiateur de l'opération, accélérer le traitement des actions liées à la dépense, et assurer la concordance des données des ordonnateurs, des comptables et des contrôleurs".

R. E.

E DITORIAL

Jamais la mise à profit des recettes tirées de la vente d'un actif appelé à se tarir à plus ou moins longue échéance, en l'occurrence les hydrocarbures, pour construire une économie stable assurée de son avenir, ne se pose avec autant d'acuité pour l'Algérie.

En effet, une trop forte dépendance de la commercialisation du pétrole et du gaz est fatalement porteuse de risques, surtout pendant les périodes moroses dues à la chute drastique des prix du baril. En Algérie, le violent choc pétrolier de 1986 aurait pu réveiller les consciences, inciter les pouvoirs de l'époque à changer leur fusil d'épaule. Il n'en fut rien. La stratégie du «tout pétrole» n'a pas produit les résultats escomptés et le poids des hydrocarbures n'a pas baissé. Certes, les autorités ont eu à affirmer que le pétrole n'est pas la panacée, elles n'arrêtaient pas de le répéter, mais les efforts réels de diversification n'ont pas dépassé le stade des intentions et des effets d'annonce. Les faiblesses dans la gouvernance de l'époque, en particulier dans les transformations structurelles requises pour élargir et diversifier l'économie, ont contribué à renforcer la pétro-dépendance. Diversifier, c'est très sommairement élaborer et

SEMER LE PÉTROLE

appliquer un processus de changement des structures en vue de réduire la vulnérabilité de l'économie par un modèle d'accumulation de la richesse, par la mobilisation des différentes forces politiques, économiques et sociales viables. Un modèle suffisamment solide reposant sur une bonne gestion économique.

Même si le chemin demeure encore long, parsemé d'obstacles, à cause de la survivance d'une certaine mentalité rentière, l'option en faveur de la diversification est irrévocable et se concrétise par plusieurs mesures et autres initiatives tendant progressivement à briser le cercle vicieux de la mono exportation. Ces mesures touchent la valorisation du capital humain, les capacités agricoles, notamment sahariennes, l'industrie, l'habitat, le commerce, les PMI, les start-up, le tourisme et l'artisanat, l'accélération de la transition énergétique, l'encouragement de l'innovation, la rénovation du cadre juridique... Le Président Abdelmadjid Tebboune insiste sur l'engagement de l'État à accompagner les porteurs

de projets, les exportateurs et les investisseurs. Le changement de l'appellation du département dirigé par Kamel Rezig, devenu le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, n'est pas fortuit. Cette nouvelle dénomination traduit l'intérêt accordé par le gouvernement aux exportations et confirme sa détermination à faire des exportations hors hydrocarbures, un levier de croissance de l'économie nationale. Parmi les incitations qui ont permis la dynamisation de ces exportations, figure le nouveau règlement de la Banque d'Algérie qui autorise les exportateurs à disposer de la totalité des recettes en devises générées par leurs activités. En outre, le règlement de la Banque centrale dispense des formalités de la domiciliation bancaire, de prestations des services numériques, ainsi que celles portant sur les prestations de services des start-up et des professionnels non commerçants. Le chef de l'État a mis l'accent sur l'accélération de la numérisation des secteurs économiques et financiers, pour mettre fin à l'opacité qui prévalait et éliminer toutes les possibilités de fraude.

El Moudjahid

FINANCEMENTS EXTÉRIEURS

Seuls les projets structurants et stratégiques

L'endettement extérieur n'est plus aussi mal vu qu'il y a à peine quelque temps en Algérie. Seulement, le recours aux financements en provenance de l'étranger est strictement balisé et doit se soumettre au strict respect des prescriptions légales, comme le rappelle une note de la Banque d'Algérie datant de la semaine dernière.

Élevé au rang de fondement dans le discours officiel, tant le sujet peut être lié à la souveraineté du pays, comme l'ont vécu à leurs dépens beaucoup d'États, il se comprend aisément que l'endettement extérieur fasse l'objet d'insistance, de rappels et même de recadrages par les autorités du pays, notamment en ces temps où l'investissement et sa relance suscitent un fort intérêt chez les détenteurs de capitaux, d'ici et d'ailleurs, comme c'est le cas dans de nombreuses activités, tel que l'illustre par exemple l'attrait provoqué par l'ouverture du ciel algérien à l'investissement privé, entre autres domaines, jusqu'à récemment encore chasses gardées du secteur étatique. Le recours à l'endettement extérieur n'est plus frappé du sceau de l'interdit. Seulement, comme le rappelle la Banque d'Algérie dans sa note de la semaine dernière, n'est pas éligible qui veut au financement étranger. « En vertu des dispositions de l'article 108 de la loi n° 19-14 du 11 décembre 2019 portant loi de finances pour 2020, seuls les projets stratégiques et structurants pour l'économie nationale sont éligibles aux financements extérieurs auprès d'institutions financières internationales de développement, et ce, après avis des autorités compétentes », indique la Banque d'Algérie tout en précisant que « tout concours extérieur de quelque nature qu'il soit, qui ne s'inscrit pas dans ce cadre demeure considéré comme endettement extérieur et proscrit ».

Ainsi, les projets d'investissements structurants et stratégiques sont éligibles au financement extérieur accordés par des institutions financières internationales de développement. Il faut rappeler qu'en parallèle à l'abandon de la controversée règle 49/51 concernant les secteurs non stratégiques, l'Algérie a adopté une liste des activités revêtant un caractère stratégique assujetties à une participation de l'actionnariat national résident à hauteur de 51%

(voir Le Soir d'Algérie du 23-24 avril 2021). En effet, suivant l'énoncé de l'article 50 de la loi de finances complémentaire de 2020, un décret exécutif est venu en avril de l'année dernière fixer la liste des activités revêtant un caractère stratégique. Une liste des activités relevant des secteurs de l'énergie et des mines, de l'industrie pharmaceutique et du transport, assujetties à une participation de l'actionnariat national résident à hauteur de 51%. L'article en question de la loi de finances 2020 considère stratégiques les secteurs touchant à l'exploitation du domaine minier national, ainsi que toute ressource souterraine ou superficielle relevant d'une activité extractive en surface ou sous terre, à l'exception des carrières de produits non minéraux.

Viennent ensuite les activités en relation avec l'amont du secteur de l'énergie et de toute autre activité régie par la loi sur les hydrocarbures, ainsi que l'exploitation du réseau de distribution et d'acheminement de l'énergie électrique par câbles et d'hydrocarbures gazeux ou liquides par conduites aériennes ou souterraines. Dans la même «catégorie», figurent les industries pharmaceutiques, à l'exception des investissements liés à la fabrication de produits essentiels innovants, à forte valeur ajoutée, exigeant une technologie complexe et protégée, destinés au marché local et à l'exportation. Les voies de chemin de fer, les ports et les aéroports, également. Et puis, il y a les industries liées ou en relation avec les industries militaires relevant du ministère de la Défense nationale.

44 activités frappées du sceau «stratégique»

Il s'agit donc d'activités relevant un caractère stratégique «éligibles au financement extérieur auprès d'institutions financières internationales de développement, et ce, après avis des autorités compétentes». Le décret du mois d'avril 2021 énumère 44 activités considérées stratégiques. Il en est ainsi de 8 activités ayant un lien avec l'industrie pharmaceutique. Il s'agit de la fabrication de produits pharmaceutiques, fabrication de dispositifs médicaux, commerce de gros de produits pharmaceutiques, distribution en gros de dispositifs médicaux, société de recherche contractuelle (CRO), établissement pharmaceutique d'exploitation des décisions d'enregistrement de produits pharmaceutiques, établissement pharmaceutique d'exploitation des décisions d'homologation de dispositifs médicaux, et la société de promotion et d'information médicale et scientifique sur les produits pharmaceutiques. Pour les activités liées au secteur de

l'énergie et des mines, le gouvernement en a énuméré 17. Ces activités concernent l'extraction d'hydrocarbures liquides et gazeux, le transport d'hydrocarbures liquides et condensat par canalisation, l'extraction et la préparation de minerai de fer, l'extraction et la préparation de bauxite, l'extraction et la préparation de minerais de métaux communs non ferreux, l'extraction et la préparation de minerais pour ferro-alliages, l'extraction et la préparation de minerais de métaux précieux, l'extraction et la préparation de minerais métalliques divers, l'extraction et la préparation de minerais d'uranium et de minerais radioactifs, l'extraction et la préparation de pyrite, la production de soufre, l'extraction et la préparation de produits minéraux divers, l'extraction de houille, l'exploitation de carrières de pierres de taille pour la construction et l'industrie, l'extraction et la préparation de produits de carrière divers non destinés aux matériaux de construction, l'extraction et la préparation de sel de potasse, l'extraction et la préparation de sels y compris marais salants, et enfin l'activité liée à l'extraction et la préparation de phosphate.

19 activités sont en relation avec le secteur des transports. On y retrouve le transport ferroviaire de voyageurs, le transport ferroviaire de marchandises, le transport aérien de personnes, le transport aérien de marchandises, le service aérien de transport, le service aérien pour l'agriculture, le transport maritime de voyageurs, le transport maritime de marchandises, le cabotage maritime, le transport maritime urbain, la manutention, la gestion d'infrastructures de transport terrestre, l'entreprise de services portuaires, les services aéroportuaires, le consignataire de navire, le consignataire de la cargaison, le courtier maritime, l'exploitation d'un service d'aviation légère, et enfin l'affrètement et le fret aérien. 44 activités qui sont désormais frappées du sceau «stratégique» et requièrent la participation de l'actionnariat national résident à 51%. L'assouplissement de la règle 49/51 n'est pas la seule «largesse» accordée au capitaliste étranger, la loi de finances 2020 a «légalisé» aussi le recours à des financements extérieurs pour «les projets stratégiques, structurants et ciblés» pour l'économie nationale. Les investissements étaient jusqu'alors limités aux financements locaux. Cet assouplissement permet désormais aux projets de bénéficier de financements et emprunts émanant des institutions financières régionales et internationales de développement dont l'Algérie est membre.

Azedine Maktour

لضمان الخدمة الجوارية عبر الوطن خمس وكالات جديدة لبنك التنمية المحلية

• أعلن بنك التنمية المحلية، نهاية الأسبوع الماضي، عن تدشين خمس وكالات تجارية جديدة في عدة ولايات عبر التراب الوطني خلال شهر مارس، ليرتفع بذلك عدد الوكالات التجارية للبنك إلى 164 وكالة، إضافة إلى 6 وكالات أخرى متخصصة في القرض على الرهن.

وأشرف يوسف لامناص، المدير العام للبنك، رفقة مجموعة من الإطارات السامية للبنك على مراسم التدشين انطلاقاً من ولاية الجزائر، بفتح وكالتين بكل من بلدية عين البتيان والمطار الدولي هواري بومدين. وتتواجد مقرات الوكالات الجديدة في كل من عين البتيان "123" بولاية الجزائر، وكالة المطار الدولي هواري بومدين "102" بالدار البيضاء بولاية الجزائر، وكالة بير الجير "416" بولاية وهران، وكالة الذرعان "206" بولاية المطارف وكالة عين الصفراء "445" بولاية النمامة، وكالة سيدي عيسى "324" بولاية البويرة، وكالة الخروب "320" بولاية قسنطينة.

ويسمى بنك التنمية المحلية من خلال تكثيف شبكة وكالاته إلى تلبية احتياجات المواطن، مع ضمان تقديم خدمة ذات جودة ونوعية، حيث يعكف على وضع حيز الخدمة وكالات جديدة أكثر حداثة، تعتمد على استخدام التكنولوجيات الحديثة للرقمنة من خلال تسويق خدمات بنكية عصرية وحديثة، مثل تطبيق البنك الإلكتروني والبطاقات البيبنكية والبطاقات الدولية فيزا وماستر كارد. وتتضمن هذه الوكالات الجديدة موزعات الدفع والسحب الإلكتروني، ما يتيح للمواطن القيام بمختلف العمليات البنكية بسهولة وبكل أمان على مدار 24 ساعة وكل أيام الأسبوع. كما توفر الوكالات للزبائن منتجات وخدمات بنكية تلبي كل احتياجات المواطن. وتندرج إستراتيجية بنك التنمية المحلية من خلال فتح وكالات جديدة في إطار أهدافه الرامية إلى تقريب الوكالات البنكية من المواطن، خاصة في مناطق الضل والمناطق الحدودية. من أجل السماح للمواطنين بالحصول على خدمات بنكية جوارية سريعة وأمنة، مع إنشاء نوافذ الصيرفة الإسلامية مطابقة لمبادئ الشريعة الإسلامية.

انطلاق تجريبه بشكل نموذجي على خمسة مواقع وزارية

إطلاق النظام المدمج لتسيير الميزانية أهم مشروع لعصرنة المالية العمومية

■ راوية: "هذا الحل سيسمح لنا بالارتقاء إلى المعايير الدولية في مجال مصداقية الميزانية وشفافيتها"

أكد وزير المالية، عبد الرحمان راوية، أن مشروع النظام المدمج لتسيير الميزانية (SIGB) عنصر أساسي في برنامج عصرنة المالية العمومية، حسبما أفاد به بيان للوزارة.



■ لمياء ح

■ وأوضح السيد راوية، الذي ترأس الاجتماع الثاني للجنة المديرية للنظام المدمج لتسيير الميزانية على مستوى دائرته الوزارية، أمس الأول، أن هذا المشروع سيوفر، باعتباره أداة تساعد في صنع القرار، قدرات تدخل غير مسبوقة لصانعي القرار والجهات الضاعلة في الميزانية والمستخدمين في مجال تسيير الميزانية والمحاسبة.

وإذ ذكر أن القانون العضوي لقوانين المالية يشكل تحولا كبيرا في مجال التجديد الاقتصادي، أشار الوزير إلى أن مشروع النظام المدمج لتسيير الميزانية، الذي تم تشكيل لجنته المديرية شهر أبريل 2021، يسمح بتوفير إطار عمل سيتم خلاله تحديد جميع الأدوات الخاصة بتسيير الميزانية والمحاسبة.

وأبرز أن "هذا الحل سيسمح لنا بالارتقاء إلى المعايير الدولية في مجال مصداقية الميزانية وشفافيتها"، معربا عن ارتياحه لمدى تقدم أشغال اللجنة.

هذا ودعا السيد راوية جميع الجهات المعنية إلى مضاعفة جهودها لتحقيق الأهداف المحددة خلال هذه الفترة التي تتسم بتحديات متعددة فرضها السياق الاقتصادي والصحي.

وأشاد الوزير بالجهود التي تبذلها مختلف الهياكل التابعة لوزارة المالية المشاركة في

أشغال تنفيذ هذا الحل وكذا جهود الشركاء في مجال المساعدة التقنية، لدعم تنفيذ هذا المشروع الكبير، يضيف البيان، وهو ما يؤكد أن المشروع قد دخل مرحلة حاسمة تتعلق بتجريبه بشكل نموذجي على خمسة مواقع، وهي وزارات المالية والأشغال العمومية والتربية الوطنية والتعليم العالي والفلاحة.

وأشار البيان إلى أنه تم تنظيم اجتماعات دعم ومرافقة مع جميع لجان الميزانية الوزارية تتعلق بالموافقة على هياكل البرامج واقتراح المهام، إذا لزم الأمر، وكذا المهام الفرعية لكل وزارة ومؤسسة عمومية، وإعداد الملاحظات بشأن إعداد تقرير عن أولويات التخفيض للسنة المالية 2022 على أساس إيضاحي بحت، وإطلاق برنامج تدريبي واسع هدفه تكوين 400

مكون، بحيث سيضمون في نهاية البرنامج تكوينا واسع النطاق لأكثر من 6000 عون، وبخصوص التكوين، اعتبرت وزارة المالية أنه يشكل إحدى الركائز الأساسية التي ستسمح بالتنفيذ الفعال والمناسب لإصلاح الميزانية.

وجاء في ختام البيان "هذا النظام المعلوماتي يغطي احتياجات تسيير الميزانية من حيث البرامج واحتياجات التسيير المحاسبي من حيث النفقات والإيرادات"، موضحا أن ذات النظام سيتمكن من ترشيد عمليات إعداد الميزانية من خلال تطبيق مبادئ إدخال البيانات من قبل صاحب العملية، والإسراع بمعالجة النشاطات المتعلقة بالنفقات وضمان توافق بيانات الأمرين بالصرف والمحاسبين والمراقبين".

ترأس الاجتماع الثاني للجنة المديرية، راوية:

النظام المدمج للميزانية عنصر هام لعصرنة المالية العمومية

أكد وزير المالية عبد الرحمان راوية، الخميس، أن مشروع النظام المدمج لتسيير الميزانية (SIGB) عنصر أساسي في برنامج عصرنة المالية العمومية، بحسب ما أفاد به بيان للوزارة.



أوضح راوية، الذي ترأس الاجتماع الثاني للجنة المديرية للنظام المدمج لتسيير الميزانية على مستوى دائرته الوزارية، أن هذا المشروع «سيوفر، باعتبارها أداة تساعد في صنع القرار، قدرات تدخل غير مسبوقه لصانعي القرار والجهات الفاعلة في الميزانية والمستخدمين في مجال تسيير الميزانية والمحاسبة».

وإذ ذكر أن القانون العضوي لقوانين المالية يشكل «تحولا كبيرا» في مجال التجديد الاقتصادي، أشار الوزير إلى أن مشروع النظام المدمج لتسيير الميزانية، الذي تم تشكيل لجنة المديرية شهر أبريل 2021، «يسمح بتوفير إطار عمل سيتم خلاله تجديد جميع الأدوات الخاصة بتسيير الميزانية والمحاسبة».

وأبرز أن «هذا الحل سيسمح لنا بالارتقاء إلى المعايير الدولية في مجال مصداقية الميزانية وشفافيتها»، معربا عن «ارتياحه لمدى تقدم أشغال اللجنة».

ودعا راوية جميع الجهات المعنية، إلى «مضاعفة جهودها لتحقيق الأهداف المحددة خلال هذه الفترة التي تتسم بتحديات متعددة فرضها السياق الاقتصادي والصحي».

وأشاد بـ «الجهود التي تبذلها مختلف الهياكل التابعة لوزارة المالية، المشاركة في أشغال تنفيذ هذا الحل وكذا جهود الشركاء في مجال المساعدة التقنية، لدعم تنفيذ هذا المشروع الكبير»، بضيف البيان. وهو ما يؤكد أن المشروع قد دخل «مرحلة حاسمة» تتعلق بتجريبه بشكل نموذجي على خمسة (05) مواقع، وهي وزارات المالية والأشغال

لأكثر من 6000 عون. ويخصوص التكوين، اعتمدت وزارة المالية أنه «يشكل إحدى الركائز الأساسية التي ستسمح بالتنفيذ الفعال والمناسب لإصلاح الميزانية».

وجاء في ختام البيان، «هذا النظام المعلوماتي يغطي احتياجات تسيير الميزانية من حيث البرامج واحتياجات التسيير المحاسبي من حيث النسخات والإيرادات»، موضحا أن ذات النظام «سيتمكن من ترشيد عمليات إعداد الميزانية من خلال تطبيق مبادئ إدخال البيانات من قبل صاحب العملية، والإسراع بمعالجة النشاطات المتعلقة بالنفقات وضمان توافق بيانات الأمرين بالصرف والمحاسبين والمراقبين».

العمومية والتربية الوطنية والتعليم العالي والفلاحة.

تنظيم اجتماعات دعم ومراقبة

وأشار البيان، إلى أنه تم تنظيم اجتماعات دعم ومراقبة مع جميع لجان الميزانية الوزارية تتعلق بالموافقة على هياكل البرامج واقتراح المهام، إذا لزم الأمر، وكذا المهام الفورية لكل وزارة ومؤسسة عمومية، وإعداد الملاحظات بشأن إعداد تقرير عن أولويات التخطيط للسنة المالية 2022 على أساس إيضاحي بحت، وإطلاق برنامج تدريبي واسع هدفه تكوين 400 مكون، بحيث سيضمنون في نهاية البرنامج تكوينا واسع النطاق



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



[MFINANCES CHANNEL](#) وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger